



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 27 OCT. 2020**

**portant prescriptions complémentaires à la société Sablières de la Meurthe  
pour l'exploitation de ses installations situées à Leutenheim**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- Vu le Code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) du livre V et les articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R.181-49 ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : "Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels" ;
- Vu l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : "Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques" ;
- Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Vu l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

- Vu l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2002, autorisant la Société des Gravières de Leutenheim (SOGRAL) à exploiter une carrière en eau d'alluvions rhénanes à Leutenheim ;
- Vu l'arrêté du 22 novembre 2017 portant transfert de l'autorisation d'exploiter une carrière en eau d'alluvions rhénanes à Leutenheim ;
- Vu le porter à connaissance transmis par lettre du 05 août 2019 par la société Les Sablières de la Meurthe ;
- Vu le plan d'actions pour le Crapaud calamite et le Petit gravelot transmis par la société Les Sablières de la Meurthe par courriel du 02 avril 2020 et les compléments présentés par courriels du 24 avril, du 02 juin et du 21 juillet 2020 ;
- Vu l'étude hydrogéologique (rapport A101851/A), transmise par lettre du 18 décembre 2019 par la société Les Sablières de la Meurthe ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 24 août 2020 ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 31 juillet 2020 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;
- Vu les observations présentées par l'exploitant par courriel du 05 août 2020 dans le délai imparti ;
- Vu l'absence d'observation présentée par la commune de Leutenheim par courrier électronique du 06 octobre 2020 ;

Considérant que la société Sablières de la Meurthe a déposé le 05 août 2019, un porté à connaissance relatif à la modification des conditions d'exploitation de la carrière de Leutenheim et notamment à la durée d'exploitation de la carrière ;

Considérant que l'autorisation délivrée par arrêté du 09 janvier 2002 susvisé a été délivrée pour une durée de 20 ans ; que l'article L.515-1 du Code de l'environnement dispose que « *La durée de validité de l'autorisation administrative prévue à l'article L.512-1 ou de l'enregistrement prévu à l'article L.512-7 des exploitations de carrières ne peut excéder trente ans* » ; que la prolongation de l'autorisation délivrée par arrêté du 09 janvier 2002 susvisé, dans les conditions sollicitées par l'exploitant dans le dossier présenté par lettre du 05 août 2019, ne conduit pas à une durée d'autorisation supérieure à trente ans ;

Considérant que la demande de prolongation de l'autorisation a été déposée dans les formes de l'article R.181-49 du Code de l'environnement ;

Considérant les modifications présentées par la société Les Sablières de la Meurthe :

- la cessation partielle d'activité dans une partie importante du périmètre autorisé ;
- la prolongation de la durée d'autorisation d'exploiter la carrière d'une durée de 8 ans avec réduction du rythme d'exploitation ;
- l'implantation d'une plateforme de négoce de granulats et d'accueil de matériaux inertes, sur une surface de 5.000 m<sup>2</sup> ;
- l'utilisation par campagne d'installations de criblage et de concassage pour traiter les matériaux extraits ou des matériaux provenant de chantiers de démolition ;

Considérant les mesures d'évitement et de réduction présentées par la société Les Sablières de la Meurthe, notamment vis-à-vis des espèces protégées ;

Considérant que les modifications ne sont pas de nature à générer de danger ou d'inconvénient nouveau ou aggravant par rapport à la situation actuellement réglementée ; que les modifications présentées ont été jugées notables mais non substantielles ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour la liste des rubriques ICPE et IOTA figurant à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2002 ;

Considérant que le I de l'article 18.1 de l'arrêté du 22 septembre 1994 dispose que « *le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels* » ; que l'article R.181-54 du Code de l'environnement dispose que « *l'arrêté d'autorisation peut créer des modalités d'application particulières de ces règles* » ; que compte tenu de l'activité de la carrière, les dispositions prévues par l'exploitant pour le ravitaillement des engins sont acceptables ;

Considérant, par conséquent, qu'il convient de modifier les prescriptions applicables au site précité, selon les dispositions prévues par l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

L'exploitant entendu ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

La société Les Sablières de la Meurthe, dont le siège social est situé route de Contournement à Rosières-aux-Salines (54110), ci-après dénommée « *l'exploitant* », se conforme aux dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de Leutenheim.

### Article 2 : Nature des installations

Les prescriptions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 09 janvier 2002 sont supprimées et remplacées par :

« *La société Les Sablières de la Meurthe dont le siège social est situé route de Contournement à Rosières-aux-Salines (54110), désignée ci-après par « l'exploitant », est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de LEUTENHEIM, les installations classées pour la protection de l'environnement et les installations relevant d'une rubrique de la loi sur l'eau, répertoriées dans le tableau suivant :*

Rubrique de la nomenclature ICPE	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Volume / tonnage autorisés
2510-1	A	Exploitation de carrière	Carrière en eau d'alluvions rhénanes	Surface : 7 ha 21a dont 4,2 ha à exploiter Tonnage annuel maximal: 130 000 T Tonnage annuel moyen: 60 000 T
2515.1-b	D	Installations de broyage, concassage, criblage, [...] de pierres, cailloux, minerais [...] en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation	La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant inférieure à 200 kW	Puissance de l'installation: inférieure à 200 kW

Rubrique de la nomenclature ICPE	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Volume / tonnage autorisés
2517-2	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Transit de matériaux issus de la carrière, de matériaux de négoce et de déchets inertes	Surface: 9 800 m <sup>2</sup>  Surface dédiée au transit de matériaux extérieurs: 4500 m <sup>2</sup> Déchets inertes admissibles: 17 01 01, 17 01 02, 17 01 03, 17 03 02, 17 01 07, 17 05 04, 20 02 02
3.2.3.0 1°	A	Plan d'eau	Plan d'eau créé lors de l'exploitation du gisement	Superficie du plan d'eau: 28ha 2a
1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	3 piézomètres pour la surveillance des eaux souterraines  Piézomètre amont: BSS000QRPE  Piézomètres aval: BSS000QRPF (aval plan d'eau)  BSS004ALJJ (aval installations)	Les piézomètres sont conçus et entretenus dans le respect des dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.

».

### Article 3 : Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

#### 3.1 Durée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2002 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'autorisation est accordée jusqu'au 09 janvier 2030.

Sauf en cas de renouvellement de cette autorisation, l'extraction de matériaux commercialisables est achevée 9 mois avant son échéance et la remise en état 6 mois avant son échéance ».

#### 3.2 Périmètre autorisé

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2002 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Par référence au plan cadastral joint en annexe II du présent arrêté, le périmètre autorisé pour l'extraction est limité aux parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles
Leutenheim	2	140, 141, 142, 143, 144pp, 145pp, 188pp

*La parcelle section 2 n° 139 comprend une partie des zones de stockage des matériaux et des aménagements écologiques.*

*Le périmètre de la carrière est délimité dans sa partie est par les points de référence suivants tels que représentés sur le plan joint en annexe I du présent arrêté.*

Référence	Coordonnées
A	Latitude : 48.839846 Longitude : 8.035233
B	Latitude : 48.840766 Longitude : 8.035568
C	Latitude : 48.841827 Longitude : 8.035940
D	Latitude : 48.843139 Longitude : 8.03690
E	Latitude : 48.843209 Longitude : 8.036821
F	Latitude : 48.843472 Longitude : 8.036677

*Toute modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession est déclarée à la Préfecture ».*

### 3.3 Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions de l'article 22.1 de l'arrêté du 09 janvier 2002 susvisé sont supprimées et remplacées par les suivantes :

*« Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier, à l'exception du ravitaillement des draglines, sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.*

*Au cours des opérations de ravitaillement de la dragline, un dispositif de rétention d'une capacité adaptée aux opérations réalisées est mis en œuvre. Ce dispositif est présent à tout instant sur le site au cours des périodes d'exploitation de la carrière.*

*Une consigne relative aux modalités de ravitaillement est présente en permanence dans les engins concernés. Elle précise notamment :*

- la mise en place d'une rétention préalablement au ravitaillement et les moyens utilisés ;*
- la vérification de l'absence d'égouttures dans le bac en fin de ravitaillement et, le cas échéant, les modalités de nettoyage et d'évacuation des déchets ;*
- les dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident au cours de l'opération de ravitaillement.*

*Les déchets ou égouttures collectés dans ce bac sont évacués dans les filières de déchets appropriées ».*

### 3.4 Surveillance des eaux souterraines

Les dispositions de l'article 30 de l'arrêté du 09 janvier 2002 susvisé sont supprimées et remplacées par les suivantes :

*« L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies ci-après.*

*Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :*



<b>Référence de l'ouvrage</b>	<b>Localisation par rapport au site (amont ou aval)</b>
BSS000QRPE	Piézomètre amont
BSS000QRPF	Piézomètre aval « plan d'eau »
BSS004ALJJ	Piézomètre aval « installations »

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, à une fréquence semestrielle : pH, Conductivité, Oxygène dissous, Température, Carbone Organique Total (COT), Hydrocarbures C5-C10, Hydrocarbures C10-C40, Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP), BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène), Chrome, Zinc, Aluminium, Arsenic, Cadmium, Fer, Magnésium, Cuivre, Nickel.

Sur le piézomètre aval « installations », les analyses sont complétées par les paramètres suivants : bactéries aérobies revivifiables à 22°C et à 36°C, bactéries coliformes, entérocoques, Escherichia Coli.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses permettent de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur.

L'exploitant analyse et interprète les résultats de la surveillance des eaux souterraines.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé deux fois par an (une fois en période de hautes eaux, une fois en période de basses eaux).

L'exploitant joint aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Les résultats des analyses sont archivés sur le site et tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ».

### 3.5 Remise en état

Les dispositions du quatrième alinéa de l'article 31.1 de l'arrêté du 09 janvier 2002 susvisé sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Cette remise en état est accomplie selon le phasage et les modalités définis dans le dossier transmis par lettre du 05 août 2019 et des compléments associés et conformément au plan joint en annexe III du présent arrêté ».

Les dispositions du quatrième alinéa de l'article 31.2 de l'arrêté du 09 janvier 2002 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« La remise en état comporte notamment :

- le maintien des 3 mares aménagées au sud du site ;
- la création de deux mares supplémentaires ;
- la création d'une plage à graviers d'au moins 1570 m<sup>2</sup> ;
- des plantations arborescentes et arbustives en bosquets (elles ne sont pas implantées à proximité des mares ou de la plage à graviers) ».

### 3.6 Garanties financières

Les dispositions de l'article 32.3 de l'arrêté du 09 janvier 2002 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« À chaque période quinquennale correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. L'exploitation et la remise en état sont réalisées conformément au phasage et aux schémas d'exploitation et de remise en état joints en annexes II, III et IV du présent arrêté.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

<i>Période</i>	<i>Montant en euros (TTC)</i>
<i>2020 à 2025</i>	<i>153583</i>
<i>2025 à 2030</i>	<i>96004</i>

*L'indice de référence TP01 utilisé est de 111,6, valeur d'avril 2019. Le taux de TVA applicable au moment du calcul du montant est 0,2.*

*L'exploitant adresse à la préfecture du Bas-Rhin, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'original du document qui atteste de la constitution de garanties financières. Ce document est conforme à un modèle qui figure en annexe à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé ».*

#### **Article 4 : Prescriptions complémentaires**

##### 4.1 Prescriptions applicables aux installations

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

##### 4.2 Accueil de déchets inertes

L'accueil de déchets inertes est réalisé dans le respect des dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

##### 4.3 Espèces protégées

###### Mesures d'évitement et de réduction

- **Aménagement de mares**

L'exploitant crée un réseau de 3 mares pionnières, d'environ 100 m<sup>2</sup> chacune et d'une profondeur variant de 10 à 40 – 60 cm dans un secteur non perturbé par l'exploitation. Elles ne sont pas connectées au plan d'eau. Les mares présentent des formes et des profils différents et sont reliées par des dépressions linéaires.

Les 3 mares sont aménagées dès le début de la phase 1 et sont conçues pour rester au moins partiellement en eau entre mars et août.

Les abords des mares sont dégagés (arrachage des jeunes ligneux et décapage superficiel du sol) et l'espace périphérique (environ 1350 m<sup>2</sup>) est maintenu avec des graves et une friche pionnière. Le décapage a lieu en automne-hiver et commence au plus tôt en octobre.

Si nécessaire, une intervention sur les mares est réalisée entre mi-octobre et début février. Elle concerne le maintien du caractère pionnier des pièces d'eau (suppression de la végétation) et le contrôle de l'alimentation en eau. Les abords des mares sont également fauchés.

- **Entretien des pistes et de la plateforme**

Préalablement à la période de reproduction des amphibiens, les zones présentant des dépressions inondées et faisant l'objet d'une circulation régulière sont nivelées afin de ne pas y favoriser la reproduction d'amphibiens. Cette nivellation est à effectuer entre septembre et février.

En période d'activité des amphibiens, de mars à août inclus, les pistes sont nivelées très fréquemment pour éviter la création de dépressions. Si des oeufs ou des larves sont observés dans une ornière, un balisage est mis en place afin de l'éviter.

- Aménagement des horaires de fonctionnement

En période de migration des amphibiens (mars – avril), les travaux sont proscrits tôt le matin ou en fin de journée lorsqu'il fait encore nuit.

- Flore protégées

La station de Laîche faux-souchet (*Carex pseudocyperus*) est mise en défens. Une sensibilisation à la conservation de cette espèce est mise en place, notamment avec la pose d'un panneau d'information.

- Espèces exotiques envahissantes

Les espèces invasives identifiées dans l'emprise de la carrière font l'objet d'un traitement adapté pour assurer leur éradication. Les travaux d'arrachage sont réalisés par des méthodes douces et n'entraînent pas de perturbation des sols. L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Un suivi est mis en œuvre pour s'assurer de l'efficacité du traitement.

### Suivi écologique

Un dispositif de suivi est mis en œuvre pour l'ensemble de la durée de l'exploitation et de la remise en état (objectifs des actions, protocoles, fréquence du suivi...). Ce dispositif a pour objectif :

- de suivre la mise en œuvre des mesures de réduction ;
- de veiller à atteindre les résultats ;
- de suivre la population des espèces protégées présentes ;
- de vérifier périodiquement la présence éventuelle d'espèces protégées absentes au moment de l'inventaire initial ;
- de vérifier l'absence d'espèces exotiques envahissantes.

Le suivi écologique est réalisé à t0+1, t0+2, t0+5 et t0+10 (t0 étant l'année de signature du présent arrêté).

Les résultats des suivis sont retranscrits dans un rapport d'expertise comportant une liste des espèces rencontrées (en plus des espèces cibles), une cartographie d'occupation de l'espace, une évaluation des populations en place et de leur évolution, la localisation des espèces, une évaluation de l'efficacité des mesures mises en place.

En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, des mesures correctrices doivent être apportées par l'exploitant afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées ; le préfet est préalablement informé des mesures correctrices proposées.

Dans le cadre du suivi, il est également vérifié l'absence d'espèces exotiques envahissantes. Le cas échéant, des mesures de gestion adaptées sont proposées dans le rapport de suivi.

Les résultats des suivis écologiques sont transmis à la DREAL Grand Est sous format informatique compatible avec le standard régional Grand Est disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est, ou à défaut la version 1.2.1. du standard national occurrence de taxon. Les données sont fournies avec une géo-localisation au point (non dégradée). Elles alimentent le système d'information sur la nature et les paysages avec le statut de données publiques. La transmission de ces données, par le bénéficiaire du présent arrêté, intervient au plus tard le 31 janvier de l'année suivant la collecte des données.

## **Article 5 : Modalités d'exécution**

### 5.1. Dispositions diverses

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables.

### 5.2. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### 5.3. Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions



définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

#### 5.4. Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers, les mesures de publicité prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement sont mises en œuvre.

#### 5.5. Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, et indépendamment d'éventuelles poursuites pénales, l'exploitant s'expose aux mesures de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

#### 5.6. Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,  
le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées,  
et l'exploitant  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Leutenheim.

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général



Yves SEGUY

#### **Délais et voie de recours**

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## ANNEXES

ANNEXE I : délimitation des terrains conservés dans le périmètre d'exploitation

ANNEXE II : plan cadastral et de phasage

ANNEXE III : plan de remise en état

ANNEXE IV : plan des garanties financières

**Préfecture du Bas-Rhin**

Vu pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral de ce jour

Strasbourg, le **27 OCT. 2020**

La Préfète



Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général

Yves SEGUY

# **ANNEXE I** **Délimitation des terrains conservés dans le périmètre d'exploitation**



**Délimitation précise entre les terrains restitués et les terrains conservés de la gravière de Lautenheim**

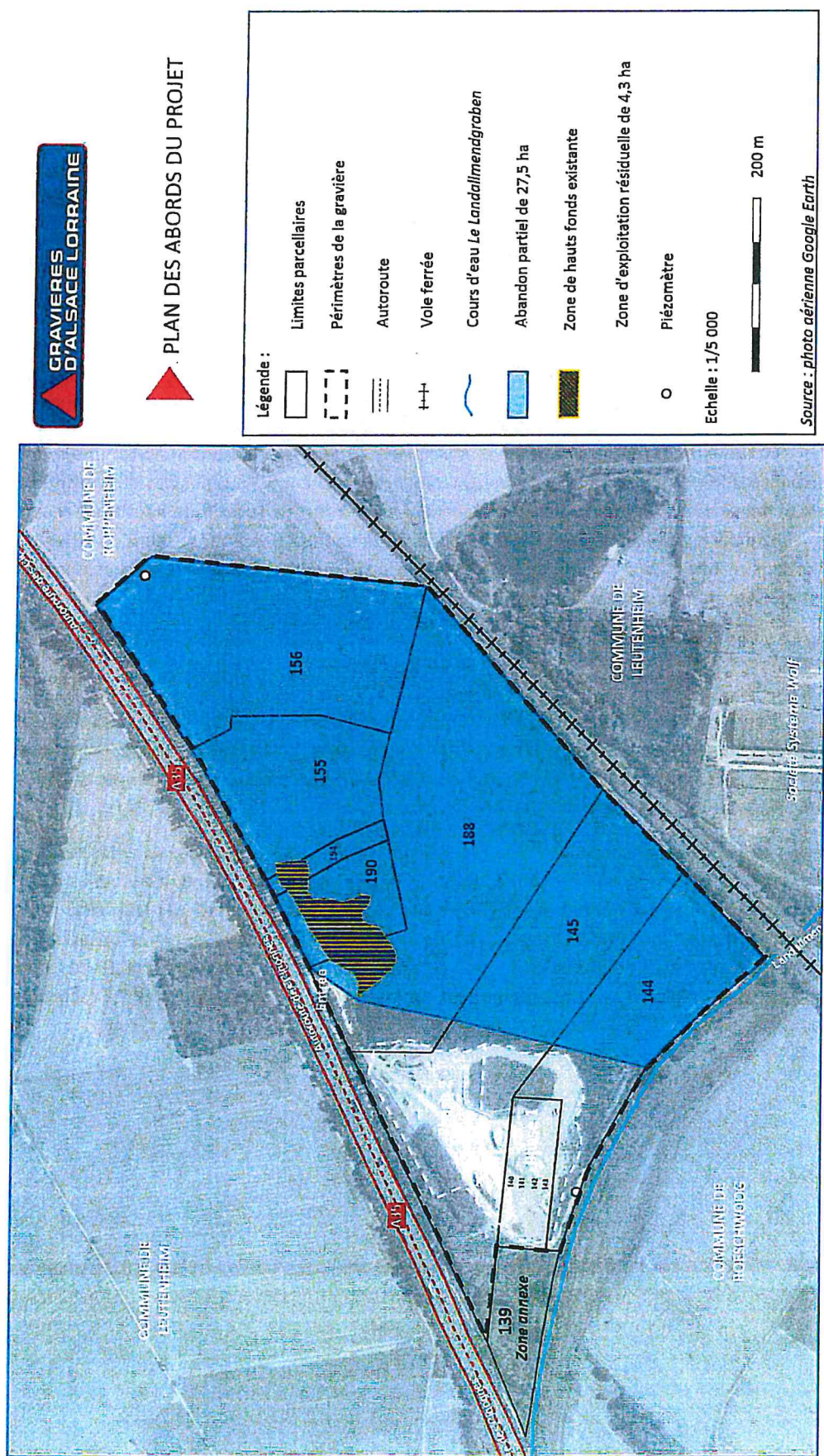
— Limite parcellaire

— Limite entre les terrains restitués et les terrains conservés

A Localisation des points GPS



# Annexe I : Parcelle restituées aux propriétaires





**REMISE EN ETAT FINALE**

Légende :



Limites parcellaires



Autoroute



Voie ferrée



Le Landallmendgraben



Abandon partiel



Plan d'eau



Plantations en bosquets



Mares à batraciens



Piezomètre



Plage à graviers d'au moins  
1570 m²



Marres à amphibiens

Echelle : 1/5 000



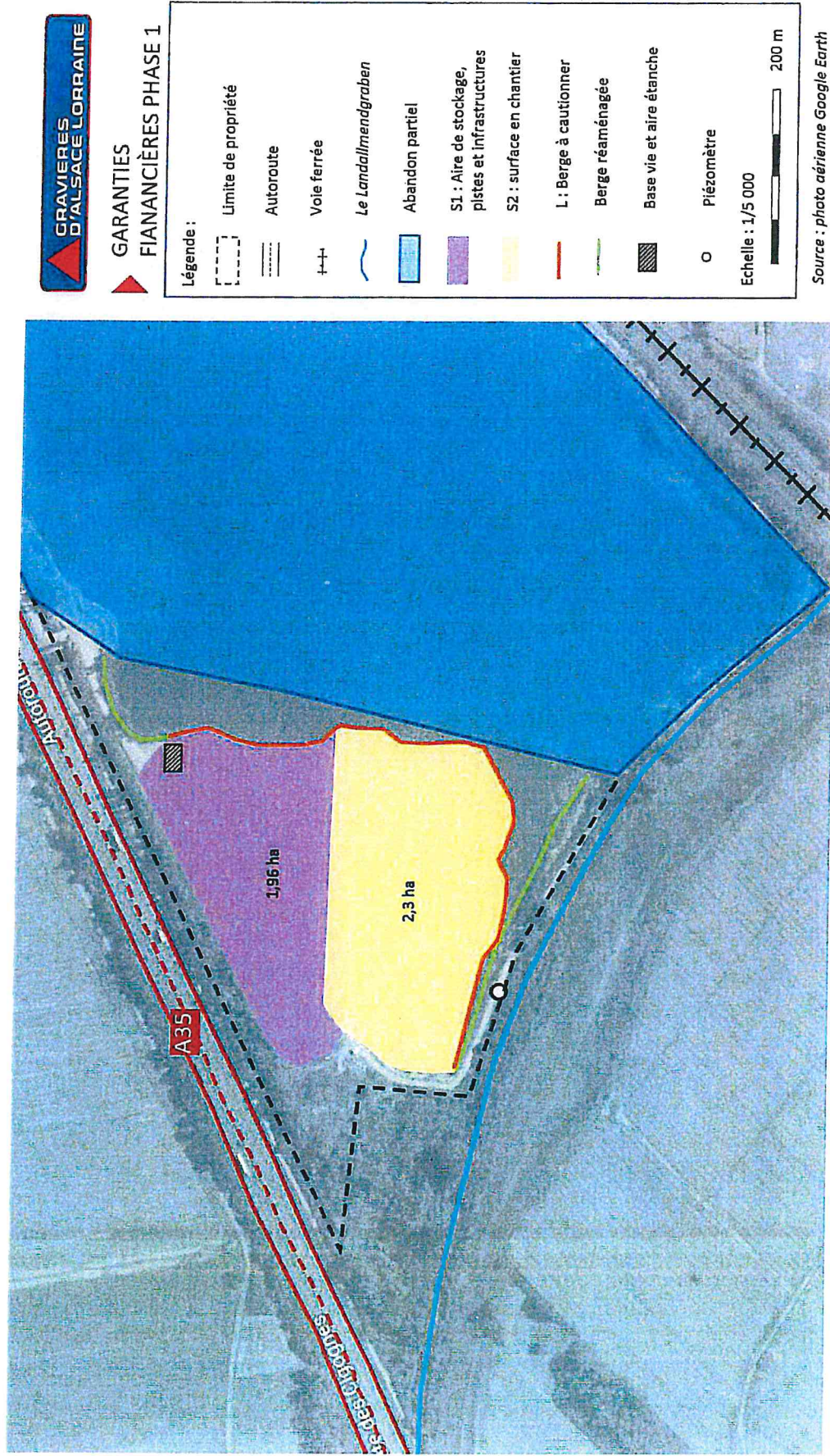
200 m



Source : photo aérienne Google Earth



Annexe V : Surfaces de calculs des garanties financières de la phase 1





Annexe VI : Surfaces de calculs des garanties financières de la phase 2



